

225C2129
FR0013335742-FS1078

16 décembre 2025

Déclaration de franchissement de seuil (article L. 233-7 du code de commerce)

IL EST RAPPELÉ QUE LA PRESENTE DECLARATION EST ETABLIE SOUS LA RESPONSABILITE DU DECLARANT, LA PUBLICATION DE CET AVIS N'IMPLIQUANT PAS LA VERIFICATION PAR L'AMF DES INFORMATIONS COMMUNIQUEES.

COGELEC

(Euronext Growth Paris)

Par courrier reçu le 16 décembre 2025, la société anonyme Legrand France¹ (128 avenue Maréchal de Lattre de Tassigny 87000 Limoges) a déclaré avoir franchi en hausse, indirectement par l'intermédiaire des sociétés qu'elle contrôle, le 12 décembre 2025, le seuil de 90% des droits de vote de la société COGELEC² et détenir indirectement 7 001 993 actions COGELEC représentant 12 349 058 droits de vote, soit 78,69% du capital et 86,68% des droits de vote de cette société³, et, en incluant l'autodétention, 7 602 604 actions COGELEC représentant 12 949 669 droits de vote théoriques, soit 85,44% du capital et 90,90% de droits de vote théoriques de la société, répartis comme suit :

	Actions	% capital	Droits de vote	% droits de vote
Legrand France (détenition directe)	1 654 928	18,60	1 654 928	11,62
Cogelec Développement ⁴	0	0	0	0
S.R.C. ⁵	5 347 065	60,09	10 694 130	75,07
Total Legrand France (hors autodétention)	7 001 993	78,69	12 349 058	86,68
Autodétention ⁶	600 611	6,75	600 611	4,22
Total Legrand France (incluant l'autodétention)	7 602 604	85,44	12 949 669	90,90

Ce franchissement de seuil résulte d'une acquisition d'actions COGELEC sur le marché dans le cadre de l'offre publique d'achat simplifiée initiée par le déclarant⁷.

¹ Filiale à 100% de la société Legrand.

² Société transférée sur Euronext Growth Paris le 7 décembre 2020.

³ Sur la base d'un capital composé de 8 898 048 actions représentant 14 246 376 droits de vote en application, du 2^{ème} alinéa de l'article 223-11 du règlement général.

⁴ Contrôlée à 100% par Legrand France.

⁵ Contrôlée à 100% par Cogelec Développement, elle-même contrôlée par Legrand France.

⁶ Autodétention agrégée en application de l'article L. 233-9 I, 2° du code de commerce.

⁷ Cf. D&I 225C2061 du 4 décembre 2025.